

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 12/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALEO VISION

26 boulevard de l'Industrie
49000 Écouflant

Références : 2023-407_VALEO VISION_INSP_RAP
Code AIOT : 0006301571

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2023 dans l'établissement VALEO VISION implanté 26 boulevard de l'Industrie 49000 Écouflant. L'inspection a été annoncée le 12/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALEO VISION
- 26 boulevard de l'Industrie 49000 Écouflant
- Code AIOT : 0006301571
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VALEO VISION située 26 boulevard de l'industrie à Écouflant conçoit et fabrique des optiques avants pour l'automobile haut de gamme, sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/10/2002 et l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 08/07/2005.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites des visites du 11/12/2020 et du 25/10/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Liste des équipements sous pression (ESP)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III-alinéa 1; article L. 557-4 du Code de l'environnement	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Information si dépassement des VLE pour les rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 7.6.3-alinéa 2	/	Sans objet
3	Programme d'autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article articles 3.1, 7.4 et 7.6; articles 31, 32, 34, et 60 de l'AM du 02/02/1998	/	Sans objet
4	Rejets des eaux résiduaires industrielles: nonylphénols	Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 3.1; articles 32.4-dernier alinéa et 22.2.III de l'AM du 02/02/1998; article 2 et annexe de l'arrêté du 08/07/2010	/	Sans objet
5	Respect des VLE pour les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 8.2.3.3	/	Sans objet
6	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 8.3	/	Sans objet
7	Niveau de bruit en limite de propriété	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3-alinéa 3; article 9.3 de l'AP du 11/10/2002	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Aménagement et organisation du stockage	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article point 2.11 de l'annexe I	/	Sans objet
10	Distance minimale entre les stockages extérieurs et le bâtiment principal	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article point 2.11-dernier alinéa de l'annexe I	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect des valeurs limites d'émission (VLE) pour les rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 7.4	/	Sans objet
11	Étiquetage des cuves de traitement de surfaces	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8-dernier alinéa	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra transmettre la liste réglementaire de l'ensemble de ses ESP. Une mise en demeure est proposée sur ce point.

Par ailleurs, dans les meilleurs délais:

- L'exploitant justifiera de la conformité de ses rejets atmosphériques.
- L'exploitant transmettra son PGS 2021 révisé et son PGS 2022.
- L'exploitant justifiera du retour à la conformité pour le niveau de bruit en limite de propriété.

Enfin:

- L'exploitant justifiera du respect de l'espace libre entre îlots de stockage, ainsi qu'entre le haut des stockages et le niveau de pied de ferme.
- L'exploitant devra séparer d'au moins 5 mètres, ses 2 silos de stockage extérieur de l'atelier de production.
- L'exploitant informera régulièrement l'inspection de l'état d'avancement de sa recherche d'explications quant à la présence de nonylphénols dans ses rejets aqueux.
- L'exploitant transmettra sa proposition de programme de surveillance de ses rejets aqueux.
- L'exploitant indiquera dorénavant sur GIDAF le cas échéant, les raisons des non-conformités pour ses rejets aqueux, et les moyens mis en œuvre pour les corriger.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des valeurs limites d'émission (VLE) pour les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: [...] Les eaux industrielles résiduelles rejetées (eaux de lavage des matières plastiques thermosensibles) respectent les VLE suivantes: - Débit maximum instantané = 1 m ³ /h - Débit maximum sur 24h consécutives: 23 m ³ - pH: 6,5 < pH < 9 - MES : 600 mg/l - 6 kg/j - DCO :2000 mg/l - 30 kg/j - DBO5 : 800 mg/l - 12 kg/j - NGL : 60 mg/l - 0,6 kg/j - Ptot : 20 mg/l - 0,2 kg/j [...]
Constats : Lors de la visite de 2022, l'inspection avait constaté entre janvier 2021 et septembre 2022 (cf. déclarations GIDAF), 4 légers dépassements pour le Ptotal en flux (la mesure la plus élevée étant de 0,24 kg/j). Il était demandé à l'exploitant de mettre en oeuvre les mesures pour un retour à la conformité des rejets aqueux. Lors de la visite de 2023, l'exploitant a indiqué ne pas avoir mis en oeuvre de mesures particulières. Toutefois, l'inspection a constaté l'absence de non-conformités des rejets aqueux d'octobre 2022 à juin 2023.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Information si dépassement des VLE pour les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 7.6.3-alinéa 2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: En cas de dépassement des valeurs limites imposées à l'article 7.4.3, l'exploitant informe sans délai l'inspection des installations classées avec l'indication des mesures prises ou prévues pour y remédier.
Constats : Lors de la visite de 2022, il était demandé à l'exploitant d'expliquer la raison des dépassements pour le Ptotal en flux (cf. constat précédent). En effet, l'inspection avait constaté que l'exploitant ne renseignait pas sur GIDAF les raisons des dépassements des VLE et les mesures prises ou prévues pour y remédier. Lors de la visite de 2023, l'exploitant a indiqué ne pas avoir trouver d'explication aux dépassements constatés en 2022. Il a indiqué qu'il envisageait d'effectuer régulièrement des prélèvements d'eau à 5 différentes étapes du process, afin d'identifier la cause de ces dépassements. → L'exploitant veillera dorénavant à indiquer sur GIDAF les raisons des non-conformités pour les rejets aqueux, et les moyens prévus ou mis en œuvre pour les corriger.
Observations : -
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Programme d'autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article articles 3.1, 7.4 et 7.6; articles 31, 32, 34, et 60 de l'AM du 02/02/1998
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>* AP du 11/10/2002:</p> <p>"Sans préjudice des prescriptions figurant au présent arrêté, sont applicables à l'établissement: [...] l'arrêté du 2 février 1998 du ministre de l'environnement relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation."</p> <p>* AM du 02/02/1998 et AP du 11/10/2002:</p> <p>L'exploitant met en place un programme d'autosurveillance de la qualité des rejets d'eaux industrielles résiduaires portant sur les paramètres et selon les fréquences définis dans l'AM du 02/02/1998 et l'AP du 11/10/2002 (cf. références réglementaires citées).</p> <p>Constats : Les seules eaux résiduaires industrielles rejetées hors site sont les eaux de lavage des matières plastiques thermodurcissables (cf. dossier de mise à jour des installations de 2022). Lors de la visite de 2022, l'exploitant avait présenté les résultats d'analyses des eaux résiduaires industrielles, réalisées les 13/04/2021, 12/05/2021 et 16/06/2021. L'inspection avait constaté que les analyses avaient été réalisées seulement sur les macro-polluants et sur certains métaux. Les paramètres liés à une activité utilisant du plastique n'avaient pas été considérés. Par ailleurs, certains des paramètres analysés ne l'avaient été qu'à deux, voire une seule reprise, sans qu'une explication ne soit apportée. In fine, aucune proposition de programme de surveillance n'avait été transmise.</p> <p>Lors de la visite de 2023, l'exploitant n'a pas présenté de proposition de programme de surveillance de ses rejets aqueux. En effet, il a indiqué qu'à lecture de l'article 1-alinéa 1 de l'AM du 27/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2661 de la nomenclature des ICPE (transformation de polymères): "Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2661. Il ne s'applique pas aux installations existantes déjà autorisées au titre de la rubrique n° 2661." Par conséquent, les prescriptions de l'AM du 27/12/2013 (notamment celles relatives à la surveillance des rejets aqueux), ne s'appliquent pas aux installations de thermodurcissage du site classées à autorisation en 2002. Toutefois, l'inspection signale à l'exploitant que conformément à l'article 3.1 de l'AP du 11/10/2002, l'AM du 02/02/1998 est quant à lui applicable à l'établissement.</p> <p>→ L'exploitant transmettra sa proposition de programme de surveillance de ses rejets d'eaux résiduaires industrielles afin de se conformer aux dispositions de l'article 60 de l'AM du 02/02/1998, et 7.6 de l'AP du 11/10/2002. L'exploitant apportera des justifications pour les paramètres qu'il ne retiendrait pas dans son programme de surveillance.</p>
Observations : -
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rejets des eaux résiduaires industrielles: nonylphénols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 3.1; articles 32.4-dernier alinéa et 22.2.III de l'AM du 02/02/1998; article 2 et annexe de l'arrêté du 08/07/2010
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>* AP du 11/10/2002: Sans préjudice des prescriptions figurant au présent arrêté, sont applicables à l'établissement: [...] l'arrêté du 2 février 1998 du ministre de l'environnement relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>* AM du 02/02/1998: "Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté." "Pour les substances dangereuses visées par un objectif de suppression des émissions et dès lors qu'elles sont présentes dans les rejets de l'installation, la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur."</p> <p>* AM du 08/07/2010: "Les rejets, émissions et pertes des substances figurant à l'annexe du présent arrêté doivent faire l'objet d'une réduction progressive et, s'agissant des substances dangereuses prioritaires, d'un arrêt ou d'une suppression progressive, au plus tard vingt ans après la date d'inscription de ces substances dans la liste des substances prioritaires, par décision du Conseil et du Parlement européen [...]." Le nonylphénol a été inscrit le 20/11/2001 dans la liste des substances dangereuses prioritaires par décision du Conseil et du Parlement européen.</p> <p>Constats : Les campagnes réalisées en 2013 dans le cadre de la surveillance des substances dangereuses dans l'eau (RSDE) avaient mis en évidence la présence de nonylphénols (substances dangereuses prioritaires) dans les rejets industriels de l'établissement (concentration variant entre 0,2 et 2,2 µg/l, lors des six mesures de la campagne initiale). Il avait été demandé à l'exploitant de rechercher l'origine de cette substance. Par ailleurs, l'inspection avait demandé à l'exploitant, par courrier du 12/07/2018, de fournir les éléments attestant de la mise en œuvre de solutions techniquement viables et à un coût acceptable, afin de respecter l'objectif de suppression des émissions de nonylphénols à l'échéance 2021. Lors de la visite de 2020, il était demandé à l'exploitant de présenter a minima 3 mesures du paramètre nonylphénols, afin de pouvoir justifier de son absence pérenne dans les eaux résiduelles industrielles rejetées hors site. En cas de présence persistante de ce paramètre, l'exploitant devrait rechercher son origine, et justifier de la mise en œuvre d'une solution de réduction maximale. Lors de la visite de 2022, l'exploitant a présenté les résultats d'analyses des 10/03/2021, 13/04/2021 et 12/05/2021 montrant respectivement des concentrations de 0,60 µg/l, 0,62 µg/l, 0,38 µg/l pour le paramètre nonylphénols. Ces valeurs sont supérieures à la valeur limite de 0,25 µg/l. Il a évoqué la possibilité d'apparition de nonylphénols dans le process, sans apporter de justifications. En raison de la présence persistante de ce paramètre, il était demandé à l'exploitant de poursuivre sa recherche de son origine dans ses rejets. Lors de la visite de 2023, l'exploitant a émis 2 causes hypothétiques pouvant expliquer la présence de nonylphénols dans les rejets aqueux: - utilisation d'équipements du process composés de PTFE (vannes et buses de lavage); - présence de styrène pas complètement évaporé dans les poussières de plastiques thermodurcis. Pour la première cause, il a évoqué le démontage et l'analyse de la vanne située au niveau du bain de lavage, lors du prochain arrêt technique. Pour la seconde cause, il a évoqué l'analyse du dépôt</p>

au fond de la fosse située en aval du process, lors du prochain curage de cette fosse. Il n'a pas donné de délais pour ces 2 actions.
→ L'exploitant transmettra un échéancier pour ces 2 actions, ainsi que les conclusions des analyses une fois réalisées.
Observations : -
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Respect des VLE pour les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 8.2.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: La vitesse d'éjection des gaz doit être au moins égale à 8 m/s si le débit de la cheminée considérée dépasse 5 000 m ³ /h et au moins 5 m/s s'il est inférieur.
Constats : Lors de la visite de 2020, l'exploitant avait transmis le rapport de contrôle des rejets atmosphériques de 2019. L'inspection avait constaté que la vitesse d'éjection des fumées n'était pas conforme pour 3 cheminées : « GP4 GP UV », TD2 Désolvation », et « TD2 Homogénéisation ». Il était demandé à l'exploitant d'indiquer les solutions retenues permettant un retour à la conformité pour les rejets atmosphériques, et de justifier du retour à la conformité suite à la mise en œuvre de ces solutions. Par courrier du 23/07/2021, l'exploitant avait indiqué que: - concernant la cheminée « GP4 groupe UV », les mesures de 2020 affichaient encore une vitesse non conforme (5,75 m/s pour un objectif d'au moins 8 m/s). L'exploitant expliquait cette non-conformité par la mise en place d'une dérivation pour récupérer la chaleur des fumées. Il prévoyait de faire une réduction au niveau de la cheminée, pour augmenter la vitesse d'éjection. - concernant la cheminée « TD2 Désolvation », les mesures de 2020 affichaient encore une vitesse non conforme (7,4 m/s pour un objectif d'au moins 8 m/s, car débit de 5550 m ³ /h)). L'exploitant n'avait pas d'explication pour cette non-conformité. Toutefois, il prévoyait de modifier le réglage de ses registres pour réduire le débit (afin qu'il soit inférieur à 5 000 m ³ /h), et ainsi avoir une vitesse d'éjection à respecter à minima à 5 m/s (au lieu de 8 m/s). - concernant la cheminée « TD2 homogénéisation », les mesures de 2020 affichaient encore une vitesse non conforme. L'exploitant expliquait cette non-conformité par le recyclage de l'air dans le process. Il prévoyait de faire une réduction au niveau de la cheminée, pour augmenter la vitesse d'éjection. Lors de la visite de 2023, l'inspection a constaté que les mesures de vitesse d'éjection sont non conformes pour les 3 cheminées lors du contrôle de 2021, et pour les cheminées « GP4 GP UV » et TD2 Désolvation » lors du contrôle de 2022. L'exploitant n'a pas pu garantir que les travaux annoncés en 2021 ont été réalisés, et si oui à quelle date. → L'exploitant indiquera les solutions retenues pour respecter les vitesses minimales d'éjection des fumées, et justifiera dans les meilleurs délais d'un retour à la conformité. En l'absence d'actions correctives concrètes et si les non-conformités perdurent, il pourra être proposé au préfet un projet de mise en demeure.
Observations : -
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 8.3
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants, mentionnant les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Au plus tard, le 31/10/2005, des dispositions seront prises pour que les émissions diffuses de COV n'excèdent pas 25 % de la consommation de solvants.</p>
<p>Constats : Lors de la visite de 2020, l'exploitant avait transmis son PGS de 2019. L'inspection avait constaté que ce PGS contenait des imprécisions, des incohérences, voire des erreurs. Il était demandé à l'exploitant de transmettre son PGS 2019 révisé, en tenant compte des observations de l'inspection (cf. constat FSNC3 du rapport de visite de décembre 2020). Par courrier du 18/03/2021, l'exploitant a transmis son PGS 2019 révisé. Certaines observations de l'inspection ont été prises en compte: quantité de COV détruits corrigée, détermination de la quantité de solvants dans les déchets, mise en cohérence des valeurs de concentration de COV entre le rapport de mesures des rejets atmosphériques et le PGS. En revanche, d'autres observations n'ont pas été prises en compte: absence de justification du pourcentage retenu de solvant contenu dans les produits solvantés, absence de justification de la quantité de déchets, absence de justification du pourcentage retenu de solvant contenu dans les déchets, incohérence des valeurs de débit en sortie de cheminées entre le rapport de mesures des rejets atmosphériques et le PGS, absence de justification de la durée de fonctionnement des installations. Lors de la visite de 2023, l'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas encore établi le PGS 2022. Il a transmis son PGS de 2021, ainsi que le rapport de contrôle des rejets atmosphériques réalisé en décembre 2021. L'inspection a constaté que les observations formulées supra pour le PGS 2019 révisé sont persistantes. En outre, il y a une incohérence des valeurs de concentration de COV entre le rapport de mesures des rejets atmosphériques et le PGS pour la cheminée « Incinérateur aval ». Le PGS en l'état ne permet pas de vérifier si les émissions diffuses de COV n'excèdent pas 25 % de la consommation de solvants.</p> <p>→ L'exploitant transmettra dans les meilleurs délais son PGS 2021 révisé et son PGS 2022, en tenant compte des observations listées supra. Dans le cas contraire, en l'absence de transmission de ces éléments, l'Inspection pourra proposer au préfet un projet de mise en demeure.</p>
Observations : -
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Niveau de bruit en limite de propriété

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3-alinéa 3; article 9.3 de l'AP du 11/10/2002
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>* AM du 23/01/1997: L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, pour chacune des périodes de la journée (diurne et nocturne), les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles. Les valeurs fixées par l'arrêté d'autorisation ne peuvent excéder 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>* AP du 11/10/2002: En aucun cas, les niveaux sonores en limite de propriété ouest n'excèdent, du fait de l'établissement, les limites fixées ci-après : - 65 dB(A) pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés, - 55 dB(A) pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés,</p> <p>Constats : Lors de la visite de 2020, l'exploitant avait transmis le rapport de contrôle des niveaux sonores de 2019. L'inspection avait constaté dans ce rapport des non-conformités. Les VL des niveaux de bruit en limite de propriété en période de nuit étaient dépassées pour les points suivants : L1 (58,5 dB(A), supérieur à 55 dB(A)), et L3 (62 dB(A), supérieur à 60 dB(A)). Le rapport de 2014 comportait déjà des dépassements de VL, pour les points L1, L3 et L4. Il était demandé à l'exploitant de mettre en œuvre les mesures correctives permettant de respecter les VL applicables. Lors de la visite de 2022, l'exploitant avait transmis le rapport de contrôle des niveaux sonores réalisé du 25 au 29/03/2021. L'inspection avait constaté dans ce rapport que la VL des niveaux de bruit en limite de propriété en période de nuit était dépassée pour le point L1 (57,5 dB(A), supérieur à 55 dB(A)). Le rapport ne mettait pas en évidence cette non-conformité, car la valeur de référence prise en compte était celle de l'AM du 23/01/1997 (60 dB(A)). L'origine de ce dépassement n'avait donc pas été recherchée. Il était demandé à l'exploitant de rechercher l'origine du dépassement, de mettre en oeuvre des actions correctives et de transmettre un rapport du contrôle des niveaux sonores permettant de justifier du retour à la conformité. Lors de la visite de 2023, l'exploitant a déclaré qu'il n'y a eu ni identification de l'origine du dépassement de 2021, ni mise en oeuvre d'actions correctives.</p> <p>→ L'exploitant justifiera dans les meilleurs délais du retour à la conformité pour le niveau de bruit en limite de propriété, après la mise en œuvre des actions correctives retenues. En l'absence de réalisation d'un plan d'actions correctives, il pourra être proposé au préfet un projet de mise en demeure.</p>
Observations : -
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Liste des équipements sous pression (ESP)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III; article L. 557-4 du Code de l'environnement
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>* AM du 20/11/2017:</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>* Code de l'environnement:</p> <p>Les produits ou les équipements mentionnés à l'article L. 557-1 ne peuvent être mis à disposition sur le marché, stockés en vue de leur mise à disposition sur le marché, installés, mis en service, utilisés, importés ou transférés que s'ils sont conformes à des exigences essentielles de sécurité relatives à leurs performance, conception, composition, fabrication et fonctionnement et à des exigences d'étiquetage.</p> <p>Cette conformité à ces exigences est attestée par un marquage, apposé avant la mise sur le marché du produit ou de l'équipement, ainsi que par l'établissement d'attestations.</p> <p>Pour des raisons techniques ou de conditions d'utilisation, certains produits ou équipements peuvent faire l'objet d'une dispense de marquage.</p> <p>Constats : Suite à la visite de 2016, l'exploitant n'avait pas transmis la liste à jour des ESP. Lors de la visite de 2020, l'exploitant avait transmis un inventaire des installations utilisant des fluides frigorigènes. L'exploitant n'avait pas été en mesure d'indiquer si cet inventaire intégrait bien l'ensemble des ESP présents sur le site. Par ailleurs, l'inventaire transmis ne correspondait pas à la liste réglementaire des ESP devant indiquer pour chacun d'eux : le type (récipient, générateur, tuyauterie, ...), le régime de surveillance (avec ou sans plan d'inspection), les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>Lors de la visite 2023, l'exploitant a transmis un tableau listant les ESP de son site. Il a indiqué que cette liste était incomplète, car elle ne recensait que les ESP gaz, mais qu'elle serait très prochainement (sous 1 semaine) complétée avec les ESP frigo. L'inspection a constaté que les dates des dernières inspections périodiques n'étaient pas mentionnées dans la liste pour les équipements de plus de 4 ans. L'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas été en mesure de retrouver cette information. En conséquence, il prévoit de faire une nouvelle inspection pour l'ensemble des ESP fabriqué il y a plus de 4 ans (= périodicité de l'inspection), soit pour 12 ESP sur 31. Par ailleurs, il prévoit de faire une nouvelle requalification pour l'ensemble des ESP requalifiés il y a plus de 10 ans (= périodicité de la requalification), soit pour 11 ESP sur 31. L'inspection n'a pas reçu à ce jour le tableau listant l'ensemble des ESP (y compris les ESP frigo) annoncé comme prochainement complétée lors de la visite de 2023 (voir ci-dessus).</p> <p>→ L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux dispositions de l'article 6.III de l'AM du 20/11/2017, dans un délai de 1 mois, en générant la liste réglementaire de l'ensemble des ESP de son site: récipients fixes (gaz, frigo, ..), générateurs de vapeur, tuyauteries, ...</p> <p>L'inspection signale à l'exploitant que l'intervalle entre 2 inspections périodiques est fixé au maximum à 48 mois, mais peut-être inférieur sous certaines conditions indiquées dans l'AM.</p> <p>L'inspection a également constaté que la machine « cellule de collage » est affichée comme "équipement en situation irrégulière" (cf. liste transmise).</p> <p>→ L'exploitant veillera à respecter les dispositions de l'article L. 557-4 du Code de l'environnement.</p>
Observations : -
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Aménagement et organisation du stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article point 2.11 de l'annexe I
Thème(s) : Autre, Aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>[...]</p> <p>En fonction du risque, le stockage pourra être divisé en plusieurs volumes unitaires (îlots). Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisée à des fins de stockage. Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.</p> <p>La hauteur des stockages ne doit pas excéder 8 mètres. D'autre part, un espace libre d'au moins 1 mètre doit être préservé entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de 2020, l'inspection avait constaté par sondage que les passages libres entre les îlots de stockage des produits semi-ouvrés (PSO) et produits finis (PF) (zone de stockage unique au centre du bâtiment de production) n'avaient pas tous une largeur d'au moins 2 m. Il était demandé à l'exploitant de veiller au respect des dispositions de l'alinéa 3 de l'article 2.11 de l'AM. Suite à la visite de 2020 (cf. courriers du 18/03/2021 et 23/07/2021), l'exploitant avait indiqué qu'il avait estimé la surface des stockages des PSO et PF à 6000 m², soit moins d'un tiers de la surface totale du bâtiment de production (= environ 25000 m²). Par ailleurs, il avait indiqué qu'une ré-organisation des stockages était prévue d'ici fin 2021 et qu'il prendrait alors les mesures pour que la largeur d'au moins 2 m des passages entre îlots soit respectée.</p> <p>Lors de la visite de 2023, l'exploitant a transmis un plan de son site localisant les stockages de ses PSO, suite à la ré-organisation mentionnée supra. Ils sont répartis sur l'ensemble du bâtiment de production en 15 emplacements (assimilés à des îlots) dont la surface au sol varie de 19 m² à 1450 m². La surface au sol totale des stockages est affichée à 5577 m² (dont 1050 m² en mezzanine). Il est à noter que les stockages des PF n'y sont pas représentés. Sur site, l'inspection a constaté par sondage que la hauteur des stockages ne dépasse pas 8 m. En revanche, l'inspection a constaté par sondage que les passages libres entre les îlots de stockage des PSO n'avaient pas tous une largeur d'au moins 2 mètres, notamment à l'est de la zone de stockage n°7; par ailleurs, une zone de stockage constatée par l'inspection n'est pas représentée sur le plan (cf. plan et photo en annexe). Enfin, l'inspection n'a pas vérifié le respect de l'espace libre d'au moins 1 m entre le haut des stockages et le niveau des pieds de ferme.</p> <p>→ L'exploitant devra justifier du respect des dispositions suivantes du point 2.11 de l'annexe I de l'AM: passages libres d'au moins 2 mètres de largeur autour de chaque îlot de stockage, espace libre d'au moins 1 m entre le haut des stockages et le niveau du pied de ferme (notamment pour les stockages en mezzanine). Par ailleurs, l'exploitant transmettra un plan actualisé représentant tous les îlots de stockage de PSO, mais également de PF.</p>
Observations : -
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Distance minimale entre les stockages extérieurs et le bâtiment principal

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article point 2.11-dernier alinéa de l'annexe I
Thème(s) : Autre, Aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les stockages situés à l'extérieur des locaux abritant des installations relevant des rubriques 2661, 2662 ou 2663, doivent être séparés des murs extérieurs de ces locaux par un espace libre d'au moins 5 mètres.
Constats : Lors de la visite de 2020, l'inspection avait constaté la présence de 2 silos « PC Clear » de stockage de granulés plastiques (installations relevant de la rubrique 2662) situés à moins de 5 m du bâtiment abritant des installations relevant de la rubrique 2663 (stockage des PSO). Il était demandé à l'exploitant de se mettre en conformité avec les dispositions du dernier alinéa du point 2.11 de l'annexe I de l'AM du 14/01/2000. Par courrier du 18/03/2021, l'exploitant a indiqué que les 2 silos étaient effectivement situés à environ 1,5 m de l'atelier de production, et qu'ils étaient par ailleurs situés à environ 13 m des limites de propriété (distance inférieure au 15 m prescrits au point 2.1 de l'annexe I de l'AM du 14/01/2000). Il a ajouté qu'il n'a pas trouvé de compromis entre la limite de propriété, l'espace avec les bâtiments et la présence de la ligne à haute tension pour un meilleur emplacement des silos. Il a précisé que si la distance minimale de 5 m n'était pas respectée, le premier stockage de PSO dans l'atelier de production se situait à plus de 30 m des silos. → Comme demandé lors de la visite de 2020, l'exploitant devra se mettre en conformité avec les dispositions du dernier alinéa du point 2.11 de l'annexe I de l'AM du 14/01/2000, tout en veillant à respecter également les dispositions du point 2.1 de l'annexe I de ce même AM. Si cela s'avérait impossible, l'exploitant devra transmettre au préfet une demande d'aménagement motivée, accompagnée d'une proposition de mesures compensatoires de protection (sprinklage du bâtiment, murs coupe-feu, ...).
Observations : -
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Étiquetage des cuves de traitement de surfaces

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8-dernier alinéa
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.
Constats : Lors de la visite de 2020, l'inspection avait constaté l'absence d'étiquetage des substances dangereuses sur la seconde cuve de traitement de la chaîne de dégraissage « TD2 ». Il était demandé à l'exploitant de se mettre en conformité avec les dispositions du dernier alinéa de l'article 8 de l'AM du 09/04/2019. Lors de la visite de 2023, l'inspection a constaté la présence d'un étiquetage des substances dangereuses sur la seconde cuve de traitement de la chaîne de dégraissage « TD2 ».
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Annexe

Plan des stockages de PSO

Stockage non
représenté sur
le plan fourni

Largeur passage
inférieure à 2m

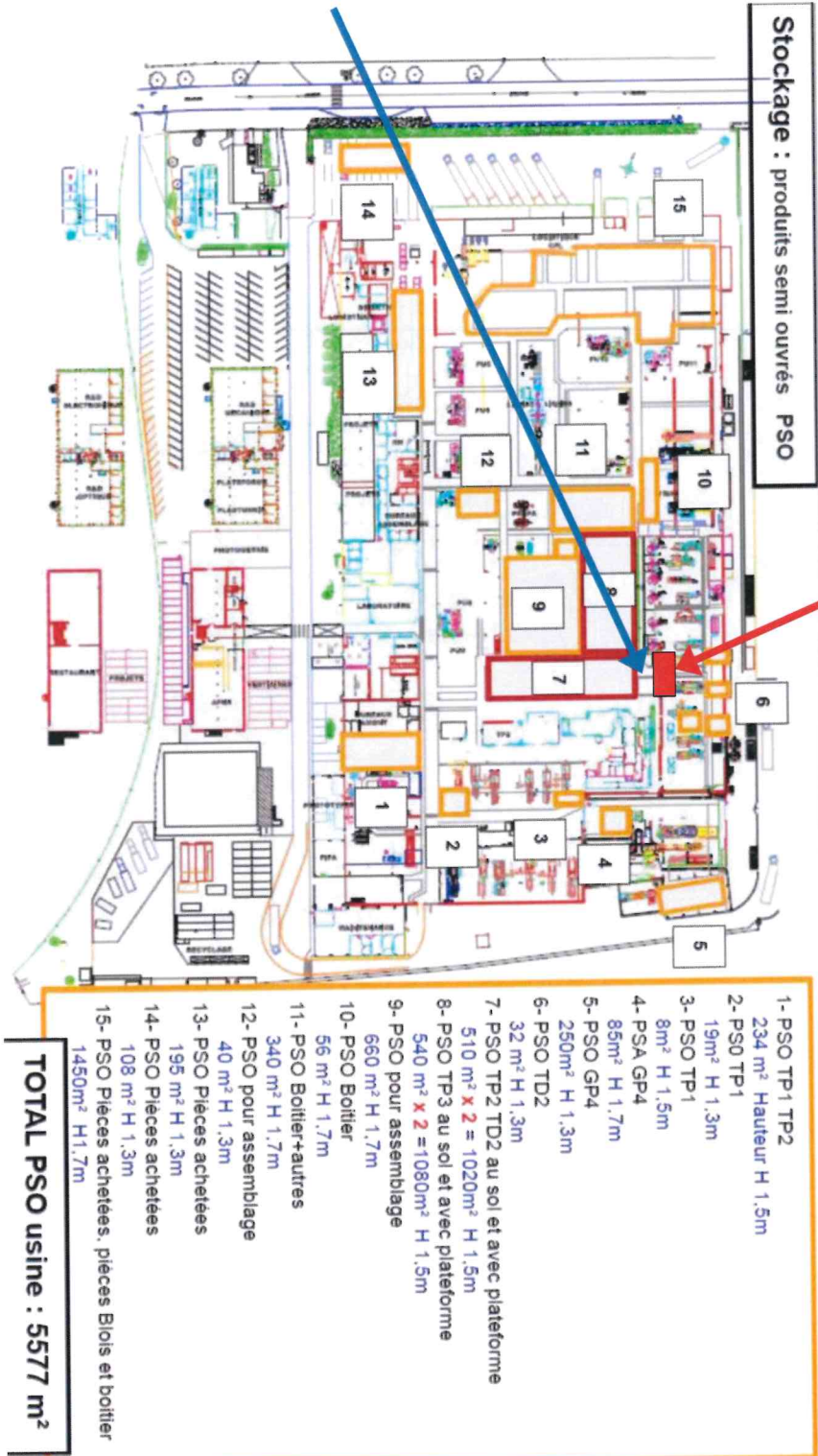


Photo du stockage non représenté, et du passage de largeur inférieure à 2 m



Stockage non
représenté sur
le plan fourni

Largeur passage
inférieure à 2m